



FILLES, PAS EPOUSES

Le Partenariat Mondial pour
la Fin du Mariage des Enfan



STRATÉGIE DU PARTENARIAT

2022-2025

1. CONTEXTE ET INTRODUCTION

Fondé en 2011, *Filles, Pas Epouses* : Le Partenariat Mondial pour la Fin du Mariage des Enfants compte maintenant plus de 1 500 organisations de la société civile dans plus de 100 pays. Toutes sont déterminées à unir leurs forces pour mettre fin au mariage des enfants et permettre aux filles de réaliser leur plein potentiel dans chaque aspect de leur vie.

La présente Stratégie du Partenariat (« la Stratégie ») est une feuille de route pour notre travail des quatre prochaines années. Elle ne reflète pas le travail de chacune des organisations membres de *Filles, Pas Epouses*, ni ne détaille tout ce qui doit être accompli pour mettre fin du mariage des enfants. Pour une vue d'ensemble des stratégies et approches nécessaires pour remédier au mariage des enfants de façon globale, veuillez consulter notre [théorie du changement](#).

La pandémie de COVID-19 et autres enjeux mondiaux ont gravement touché les individus et communautés à travers le monde. Les objectifs de la présente Stratégie sont ambitieux, conformément à notre vision commune. Néanmoins, ils reconnaissent les nombreux obstacles ayant une incidence sur les changements souhaités au cours des quatre prochaines années.

Processus d'élaboration de la Stratégie

La Stratégie comprend six objectifs communs sur lesquels nous concentrer pour maximiser notre impact en tant que Partenariat au cours des quatre prochaines années, de 2022 à 2025. Elle s'appuie sur notre ambitieuse [Stratégie du Partenariat 2017-2020](#).

Elle est l'aboutissement d'une vaste consultation (enquêtes, entretiens et groupes de discussion) des membres de *Filles, Pas Epouses* et de parties prenantes externes. Au total, plus de 300 personnes ont contribué à alimenter cette Stratégie. Un Comité consultatif composé de 11 représentant-e-s d'organisations membres de *Filles, Pas Epouses* a également apporté une contribution substantielle.

IMAGE DE COUVERTURE : Ruby et ses amies participent à un cours sur les compétences de la vie courante animé par la Janaki Women Awareness Society (JWAS) dans la région du Terai, au Népal. Photo : *Filles, Pas Epouses*/Thom Pierce

Le Comité consultatif des membres de *Filles, Pas Epouses*

Le Comité a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de la Stratégie en veillant à ce qu'elle s'appuie sur les connaissances, les perspectives et les intérêts des organisations membres de *Filles, Pas Epouses*. Le Comité a conseillé le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* à chacune des étapes : de l'élaboration du processus de consultation, à la révision des versions préliminaires en passant par la participation aux processus décisionnels. Le Comité était composé de :

- Rosa Lilian Abrancinkas, Mujer y Salud en Uruguay (Uruguay)
- Ambreen Ajaib, Bedari (Pakistan)
- Mary Cabrera, Fundación Sendas (Équateur)
- Rebeca Gyumni, Msichiana Initiative (Tanzanie)
- Payzee Malika, Iranian and Kurdish Women's Rights Organisation (IRKWO) (Royaume-Uni)
- Eyleen Terea Menchu Tuy, Rise Up - Levantemos (Guatemala)
- Vimbai Ndonde, Women and Law in Southern Africa (Zimbabwe)
- Godfrey Ochieng Okumu, Tostan International (Kenya)
- Gayatri Sharma, Women Power Connect (WPC) (Inde)
- Shabira Sultana, World Vision Bangladesh (Bangladesh)
- Lassina Traoré, Action pour la Solidarité, l'Urgence et le Développement international (Action SUD) (Mali)
- Gabriela Muñoz García, Jóvenas Latidas, Guatemala

Réorientations

Au cours de la dernière décennie, la prévalence du mariage des enfants dans le monde a diminué et des millions de filles ont bénéficié de plus de liberté, de meilleures perspectives d'avenir et d'une plus grande capacité à décider de leur vie et de sa trajectoire. Les progrès ont été inégaux (forte diminution de la prévalence dans certains pays et légère diminution dans d'autres), mais les changements se sont accélérés à mesure que notre Partenariat a gagné en importance, en expérience, en diversité et en influence.

Les progrès que nous avons réalisés, les enseignements que nous avons tirés et les nombreuses mutations politiques et sociales des cinq dernières années ont inspiré la version actuelle de la Stratégie. Voici quelques-unes des réorientations à l'œuvre :

1. Un plus grand accent sur les changements menés par les communautés

L'action de la société civile a toujours été le fondement de notre travail. Cependant, pour assurer la pérennité des transformations nécessaires à la fin du mariage des enfants, nous avons mis davantage l'accent sur les changements initiés et portés par les communautés, ainsi que sur le renforcement des capacités des filles, des jeunes et des communautés à demander des comptes aux gouvernements quant au respect de leurs engagements. Ceci nécessite également d'accroître le financement et le soutien apporté aux changements menés par les communautés.

2. Une meilleure compréhension du genre, de l'inclusion et de l'intersectionnalité

Pour remédier efficacement au mariage des enfants, nous devons identifier et atteindre les filles les plus marginalisées et exposées au risque de mariage. Nous avons approfondi notre compréhension des inégalités de genre, de leur incidence sur les filles et de la façon dont elles interagissent avec d'autres aspects de leur identité et de leur vie (notamment éducation, statut économique, appartenance ethnique, sexualité,

religion, capacités, statut de personne réfugiée ou migrante, etc.) pour créer différents motifs de discrimination qui se chevauchent.

Les inégalités de genre sont la cause profonde du mariage des enfants et les filles les plus vulnérables sont l'objet de nombreuses oppressions concomitantes. Pour remédier efficacement au mariage des enfants et permettre aux filles de réaliser leur plein potentiel, nous avons besoin d'un Partenariat diversifié, inclusif et promouvant l'égalité des genres.

3. Un plus grand accent sur la « voix » des filles et leur capacité à agir et à influencer le monde qui les entoure

Pour remédier efficacement au mariage des enfants, nous devons faire progresser les droits et la capacité des adolescentes à être actrice de leur propre vie. Notre approche doit repousser l'âge au moment du mariage et permettre aux filles d'agir conformément à leurs choix. La présente Stratégie se concentre davantage sur ces aspects : veiller à ce que les filles et les jeunes puissent réclamer leurs droits et s'assurer de placer leurs expériences, besoins, désirs et solutions (tels qu'elles et ils les conçoivent) au centre de notre travail.

4. Agir à l'égard du mariage des enfants en situation de crise humanitaire

Les mariages d'enfants se produisent en contextes de stabilité mais les crises humanitaires exacerbent les causes, notamment les normes de genre néfastes, la pauvreté et le manque d'accès à des services de base comme l'éducation et les soins de santé sexuelle et reproductive. La pandémie de COVID-19 a mis à nu la fragilité de notre monde. La présente Stratégie a été créée dans (et pour) un contexte d'incertitude lié à la pandémie/post-pandémie et met davantage l'accent sur le mariage des enfants dans les contextes humanitaires. Nous nous assurerons ainsi d'agir de manière inclusive et d'atteindre les filles qui courent des risques encore plus importants.

Termes clés

Mariage des enfants : ce terme englobe toutes les formes d'unions et de mariages d'enfants, précoces et forcés dont au moins une des parties a moins de 18 ans. Bien qu'il arrive que des garçons soient mariés pendant l'enfance, le mariage des enfants touche les filles de manière disproportionnée. Nous considérons que le terme « mariage des enfants » s'applique à toutes les filles touchées par la pratique (qu'elles soient dans une union officielle ou non) et reconnaissons les divers aspects liés à cette question, notamment

l'interprétation des concepts d'enfance et de développement propre à chaque culture et la relation entre l'âge, le consentement et la contrainte.

Fin du mariage des enfants : nous utilisons ce terme en référence à la vision globale vers laquelle tendent tous nos efforts : un monde sans mariages d'enfants où les filles et les femmes jouissent du même statut que les garçons et les hommes et peuvent réaliser leur plein potentiel dans tous les aspects de leur vie.

Agir à l'égard du mariage des enfants / remédier au mariage des enfants : ces termes englobent la prévention du mariage des enfants et l'atténuation des conséquences du mariage des enfants, p. ex., par le soutien apporté aux filles déjà mariées ou ayant été mariées par le passé.

Pays à forte prévalence : nous employons ce terme pour désigner les pays où le pourcentage ou le nombre absolu de femmes de 20 à 24 ans qui se sont mariées ou vivaient maritalement avant l'âge de 18 ans est élevé.^a

a. Pour une liste des pays à forte prévalence, consultez le [site internet de Filles, Pas Epouses](#).

Thèmes principaux

Trois grands thèmes sont ressortis des consultations et touchent à chaque aspect de la Stratégie. L'ensemble de notre travail doit refléter et intégrer ces thèmes si nous voulons mettre fin au mariage des enfants :

- 1. Approches promouvant l'égalité des genres :** le mariage des enfants a pour cause profonde les inégalités de genre. En raison de ces inégalités et des normes et pratiques sociales qui en sont la manifestation, les femmes et les filles sont traitées comme des citoyennes de seconde zone, privées de leurs droits humains et dépréciées sur la base de leur sexe. Pour être utile et durable, le travail pour la fin du mariage des enfants doit encourager des changements sociaux visant à réaliser l'égalité des genres et les droits de l'ensemble des filles et des femmes, dans toute leur diversité.
- 2. Réelle participation des jeunes :** les jeunes peuvent développer leurs capacités, prendre en main leur propre vie et prendre des décisions éclairées. Jamais nous ne pourrons mettre fin au mariage des enfants sans leur participation active et soutenue. Aussi, nous devons nous assurer d'inclure une pluralité d'expériences, de besoins, de souhaits et de solutions, tels que les jeunes les conçoivent, dans tous les aspects de nos programmes et processus décisionnels.
- 3. Le mariage des enfants comme problème multisectoriel :** pour mettre fin au mariage des enfants et garantir les meilleurs résultats possibles pour les filles et les femmes, une action coordonnée entre différents secteurs est nécessaire, notamment la santé, la justice, les droits, le bien-être économique et l'action humanitaire. Les actrices de différents secteurs ont un rôle à jouer pour remédier au mariage des enfants dans le cadre de leur travail.



SUR LA PHOTO : des filles de la Fondation Mariposa ramassent des ordures dans un lagon dans le cadre de leur activisme écologique à Cabarete, en République dominicaine. Photo : Filles, Pas Epouses/Fran Afonso

2. STRATÉGIE 2022-2025 DU PARTENARIAT FILLES, PAS EPOUSES

Notre vision

Un monde sans mariages d'enfants où les filles et les femmes jouissent du même statut que les garçons et les hommes et peuvent réaliser leur plein potentiel dans tous les aspects de leur vie.

Notre mission

Nous sommes plus efficaces lorsque nous travaillons ensemble et, en tant que Partenariat, nous serons un vecteur de véritables changements dans la vie des filles.

Ensemble, nous :

- collaborons pour prévenir le mariage des enfants et soutenir les filles qui sont mariées ou qui l'ont été par le passé ;
- amplifions la voix des filles qui risquent d'être mariées au cours de leur enfance et défendons le droit des filles à la santé, à l'éducation et à la réalisation de leur plein potentiel ;
- améliorons et renforçons le travail visant à mettre fin au mariage des enfants, à tous les niveaux ;
- sensibilisons l'opinion publique aux conséquences néfastes du mariage des enfants en favorisant des discussions ouvertes, inclusives et bien informées aux niveaux communautaire, local, national et international ;
- facilitons le partage de connaissances et la coordination entre les organisations œuvrant à mettre fin au mariage des enfants ;
- mobilisons les appuis politiques, financiers et autres pour mettre fin au mariage des enfants.

Six objectifs communs pour cibler notre travail et maximiser notre impact en tant que Partenariat.





SUR LA PHOTO : mobilisation communautaire avec des femmes de Samburu, au Kenya. Photo : Filles, Pas Epouses/Thom Pierce

OBJECTIF A: COMMUNAUTÉS

Les communautés sont des vecteurs de changement et peuvent transformer les relations de pouvoir inégales et la discrimination de genre de manière à ce qu'une place centrale soit accordée aux filles et aux femmes. Les initiatives communautaires sont appuyées et financées.

RÉSULTATS

A1 Les expériences, besoins, souhaits et solutions des communautés, notamment des filles, guident les efforts visant à mettre fin au mariage des enfants.

L'expérience, les connaissances, les difficultés et les solutions des personnes les plus touchées par le mariage des enfants et par la discrimination doivent être respectées, et la participation de ces personnes aux processus décisionnels et politiques à tous les niveaux doit être appuyée.

Nous utiliserons notre influence dans les sphères nationales, régionales et internationales pour communiquer ces perspectives et expériences aux décideur-se-s et ainsi éclairer les stratégies, politiques et programmes à l'égard du mariage des enfants et de sa cause profonde qu'est l'inégalité des genres.

A2 Les agents du changement et leurs allié·e·s au sein des communautés ont le soutien qu'il leur faut.

Les organisations de la société civile locales et celles dirigées par des femmes et des filles ont un rôle unique à jouer lorsqu'il est question de pousser les gouvernements à rendre des comptes. Grâce à leur connaissance approfondie de l'histoire, de la position et du rôle d'une communauté donnée dans un écosystème d'influences, elles peuvent réclamer un accès paritaire aux ressources et opportunités, et promouvoir le leadership des filles et leur participation aux processus décisionnels. Dans tout ce que nous entreprenons, il est essentiel de soutenir les filles vulnérables au mariage des enfants pour qu'elles puissent partager leur point

de vue, faire des choix et les mettre en œuvre – autrement dit, exercer leur libre arbitre.

Nous soutiendrons les agents du changement qui, au sein des communautés, transforment les comportements, les mentalités et les normes. Nous collaborerons avec les garçons, les hommes, les parents, les enseignant-e-s et les leaders religieux et traditionnels. Nous intensifierons notre action auprès des filles marginalisées et exposées à des risques en raison de leur genre et ou d'autres discriminations et oppressions concomitantes, en particulier dans les contextes humanitaires.

A3 Les agents du changement au sein des communautés ont les ressources qu'il leur faut.

Les organisations de la société civile, les leaders sociaux, les défenseur-se-s de la cause et les activistes sont souvent en première ligne de notre mouvement et ont un rôle central à jouer pour mettre fin au mariage des enfants. Trop souvent, elles et ils n'ont pas accès au soutien (financier) adéquat pour s'organiser, collaborer et mener et renforcer leur travail transformateur.

Nous reconnaissons que les filles sont un moteur de changement et soutiendrons leurs actions collectives au moyen de notre travail auprès d'organisations dirigées par des femmes, des filles et des jeunes. Nous reconnaissons également que les organisations communautaires sont des agents de changement, à savoir des personnes et des groupes pouvant identifier, provoquer et orienter les changements dans leur communauté, et nous nous efforcerons de garantir qu'un soutien financier, technique et politique leur soit apporté.



SUR LA PHOTO : une jeune activiste devant une carte du monde lors de la réunion mondiale de Filles, Pas Epouses à Kuala Lumpur, en Malaisie. Photo : Filles, Pas Epouses/ Graham Crouch

OBJECTIF B : GOUVERNEMENTS

Les gouvernements, en tant qu'instances clés pouvant amorcer des changements transformateurs, mènent des actions efficaces dans leur pays et créent un environnement propice à la participation active de la société civile, notamment des jeunes, des femmes et autres parties prenantes. Leurs mesures visant à mettre fin au mariage des enfants sont holistiques, multisectorielles, centrées sur les filles, fondées sur des données probantes et fondées sur les droits.

RÉSULTATS

B1 Les organisations de la société civile jouent un rôle central pour assurer l'efficacité des initiatives gouvernementales à l'égard du mariage des enfants.

Il relève de la responsabilité des gouvernements de collaborer avec la société civile et de veiller à l'existence d'un espace civique ouvert où celle-ci puisse véritablement contribuer à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des interventions nationales pour la fin du mariage des enfants. Pour être efficaces, les organisations de la société civile à tous les niveaux, y compris les organisations dirigées par des jeunes, doivent collaborer et participer à ces processus. Lorsque les gouvernements ne respectent pas leurs engagements, la société civile doit pouvoir leur demander de rendre des comptes. La collaboration

et la coordination entre les organisations de la société civile aux niveaux national et sous-national sont essentielles pour veiller à l'élaboration et à la mise en œuvre des engagements des gouvernements.

Ensemble, nous veillerons à ce que la société civile soit un partenaire clé des initiatives des gouvernements, partagerons nos enseignements tirés, nos preuves et nos données et, le cas échéant, soutiendrons la mise en œuvre de stratégies et de programmes nationaux complémentaires aux efforts des gouvernements.

B2 Les gouvernements prennent des mesures dans tous les domaines nécessaires pour mettre fin au mariage des enfants.

Les gouvernements doivent créer des environnements favorables, établir des cadres juridiques et politiques positifs, mettre en œuvre des programmes à grande échelle et assurer l'accès des filles aux services essentiels liés à l'éducation, à la santé, au genre, à la protection de l'enfance et à la justice. Les stratégies nationales consacrées à la fin du mariage des enfants constituent un cadre essentiel pour orienter les actions des gouvernements. Elles doivent être élaborées et mises en œuvre avec la participation active de tous les ministères pertinents. Pour être efficaces, ces stratégies doivent être élaborées et mises en œuvre en étroite collaboration avec les parties prenantes clés, notamment la société civile, les communautés, les jeunes et les filles concernées.

Dans les pays où les besoins des filles constituent déjà une priorité nationale, l'intégration d'un volet spécifique au mariage des enfants dans les stratégies, plans et programmes sectoriels existants peut s'avérer plus productive que la création d'une toute nouvelle stratégie distincte consacrée à la fin du mariage des enfants. Toute action du gouvernement visant à mettre fin au mariage des enfants doit bénéficier des ressources techniques et financières nécessaires à sa mise en œuvre, ainsi que de mécanismes de suivi et d'évaluation. Nous plaiderons pour s'assurer que les pouvoirs publics mènent une action efficace et en soient redevables.

B3 Tous les ministères et secteurs concernés prennent des mesures pour mettre fin au mariage des enfants.

Les gouvernements doivent intégrer un volet sur le mariage des enfants dans les plans de travail et les budgets des ministères et départements concernés (notamment ceux responsables du genre, de l'éducation, de la santé, de la protection de l'enfance, de la protection sociale, de l'eau et des services d'assainissement, de la justice et du transport). Ils doivent également assurer une coordination pangouvernementale au moyen de mécanismes nationaux appuyant la mise en œuvre de politiques

et de programmes publics pour la fin du mariage des enfants. Les gouvernements sous-nationaux et les administrations locales ont également un rôle essentiel à jouer dans l'adaptation des politiques et des programmes nationaux à l'échelle locale afin d'atteindre les filles risquant d'être mariées ou l'étant déjà. Nous travaillerons de manière collective à la promotion d'initiatives intersectorielles pour la fin du mariage des enfants.



SUR LA PHOTO : Yohana, 10 ans, au Centre Mariposa de Cabarete, en République dominicaine. Photo : Filles, Pas Epouses/Fran Afonso

OBJECTIF C : COMMUNAUTÉ INTERNATIONALE

La communauté internationale promeut et soutient les efforts visant à mettre fin au mariage des enfants.

RÉSULTATS

C1 La fin du mariage des enfants constitue une priorité de la communauté internationale.

D'importants engagements ont été obtenus aux niveaux international et régional, notamment la cible 5.3 des Objectifs de développement durable, qui engage tous les États à mettre fin au mariage des enfants d'ici 2030, et les engagements régionaux des membres de l'Union africaine, de l'Association sud-asiatique de coopération régionale et de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes. Les États du monde sont également tenus de mettre fin au mariage des enfants en vertu de cadres internationaux des droits humains.

Pour mettre fin au mariage des enfants, nous avons besoin d'une détermination et d'une action continues. Les médias, décideur-euse-s, bailleurs de fonds et leaders mondiaux doivent maintenir et accroître l'attention portée à la question du mariage des enfants de manière à garantir l'accélération

constante des progrès. Le recours à des personnes influentes d'horizons divers nous aidera à maintenir la question au rang des priorités, tandis qu'une plus grande présence sur les plateformes numériques nous permettra de communiquer avec nos publics et d'en atteindre de nouveaux. Le discours sur le mariage des enfants doit refléter les réalités locales et viser à transformer les normes et stéréotypes de genre.

Nous veillerons à ce que la fin du mariage des enfants reste une question prioritaire aux niveaux international et régional en faisant appel à de nouveaux ambassadeurs et nouvelles ambassadrices, en attirant l'attention des médias sur le mariage des enfants et en soulignant le problème sur diverses plateformes internationales et régionales.

C2 Les organismes internationaux et régionaux soutiennent la mise en œuvre des engagements pour la fin du mariage des enfants.

Les cadres internationaux et régionaux peuvent être constamment perfectionnés, mais nous devons aussi veiller à ce que les organismes internationaux et régionaux appuient les États dans la réalisation des engagements qu'ils ont pris. Les organismes internationaux et régionaux ont un rôle important à jouer lorsqu'il est question d'obliger les États à rendre compte de leurs engagements et de soutenir ces derniers dans la pleine mise en œuvre des stratégies, politiques et programmes efficaces à l'égard du mariage des enfants. Certaines régions

pourraient également nécessiter des engagements supplémentaires afin de donner une impulsion à l'action pour la fin du mariage des enfants, notamment en Amérique latine et dans les Caraïbes, où l'importance du problème n'est pas assez reconnue.

Nous utiliserons des mécanismes internationaux et régionaux pour exiger des comptes de l'ensemble des acteur-ric-e-s pertinent-e-s quant à leurs engagements et appuieront leur mise en œuvre par les gouvernements.

C3 Les secteurs concernés prennent des mesures à l'égard du mariage des enfants.

Le mariage des enfants est un problème qui touche à beaucoup de problématiques et constitue un obstacle à l'atteinte de nombreux objectifs de développement. Nous soutiendrons les activistes et allié-e-s s'efforçant de mettre fin au mariage des enfants dans leur démarche de collaboration avec les initiatives et partenariats internationaux de manière à renforcer la collaboration intersectorielle et à favoriser l'intégration d'un volet sur le mariage des enfants dans leur travail.

Les acteur-ric-e-s humanitaires internationaux jouent également un rôle primordial dans les interventions d'urgence, notamment lorsque l'existence d'une crise signifie que les autorités ne peuvent ou ne veulent pas respecter leurs engagements en s'assurant que le mariage des enfants soit abordé au sein d'interventions de divers secteurs. Nous collaborerons avec le secteur humanitaire pour veiller à la prise en compte du mariage des enfants dans leur travail.

C4 Les liens entre les scènes nationales, régionales et mondiale sont renforcés.

Les progrès au niveau mondial doivent être utilisés pour obtenir des engagements des États aux niveaux régional et national. Nous veillerons à ce que des activistes et leaders venant de communautés locales

puissent participer aux débats sur les scènes régionales et mondiale afin de favoriser des interventions à l'égard du mariage des enfants qui soient axées sur les solutions.



SUR LA PHOTO : des filles participent à un atelier de couture organisé par la Solidarity of Refugee Women for the Social Welfare (SOFRES) dans le camp de réfugié-es de Dzaleka, au Malawi. Photo : Filles, Pas Epouses/Thom Pierce

OBJECTIF D : FINANCEMENT

Il existe un financement plus viable, de long terme et provenant de sources diverses, en particulier pour les organisations locales et celles dirigées par des jeunes et des femmes.

RÉSULTATS

D1 Davantage de financement flexible et de long terme (dont un financement rapide pour les interventions d'urgence) est octroyé à la société civile et la priorité est accordée aux pays ayant une forte prévalence du mariage des enfants et faisant face à une situation de crise humanitaire.

Pour réaliser des changements durables à l'égard de problèmes complexes et enracinés comme le mariage des enfants, un financement flexible et pluriannuel est nécessaire. Les bailleurs de fonds actuels du secteur doivent maintenir et, si possible, accroître leur contribution. En parallèle, de nouveaux bailleurs de fonds et ceux qui soutiennent des initiatives portant sur des problèmes connexes (dont les objectifs ne peuvent être atteints tant que le mariage des enfants existera) doivent contribuer à combler les lacunes en termes de financement afin de mettre fin à

cette violation des droits humains. Il est crucial d'avoir des fonds expressément consacrés à la fin du mariage des enfants, mais pour provoquer des changements à grande échelle, les organismes, programmes et fonds des secteurs connexes doivent également tenir compte du mariage des enfants dans leurs programmes, indicateurs et mécanismes de financement. Nous plaiderons en faveur d'un financement à la fois nouveau et accru de la part des gouvernements et bailleurs de fonds privés et rallierons l'opinion publique pour soutenir un financement bilatéral.

D2 La priorité en termes de financement est principalement accordée aux organisations, réseaux et coalitions locales dirigées par des femmes, des jeunes et des filles.

Les organisations de la société civile, en particulier celles travaillant au niveau des communautés locales, jouent un rôle essentiel à l'égard du mariage des enfants et soutiennent directement les filles touchées par la pratique. Nous nous efforcerons d'accroître les fonds destinés à la société civile et aux programmes de qualité menés par des groupes

traditionnellement sous-financés (notamment les organisations communautaires et les organisations dirigées par des femmes, des jeunes et des filles). Nous veillerons également à ce que les bailleurs de fonds reconnaissent l'importance et l'impact des efforts collectifs de la société civile et financent la création de mouvements.

D3 Les gouvernements, notamment ceux de pays à forte prévalence, allouent un financement direct, accru et plus transparent à la question du mariage des enfants et à la société civile.

Une réponse durable et à grande échelle à l'égard du mariage des enfants nécessite d'importants investissements et engagements nationaux, en particulier de la part des gouvernements de pays à forte prévalence. Le financement de l'action gouvernementale pour la fin au mariage des enfants doit être entièrement prévu dans les budgets de tous les ministères concernés. Des ressources doivent également être affectées au soutien du travail pour la fin du mariage des enfants aux niveaux sous-national et local.

Nous mettrons les organisations membres en relation avec des possibilités de financement, en particulier les organisations locales. En tant que membres de la société civile, nous demanderons des comptes aux gouvernements pour nous assurer que le financement arrive au niveau local et réponde aux besoins des individus et des groupes les plus marginalisés.



SUR LA PHOTO : Melody, une jeune leader du réseau municipal Rise Up, anime un atelier du programme « Let Girls Lead » à Chimaltenango, au Guatemala.
Photo : Filles, Pas Epouses/James Rodríguez/Arete

OBJECTIF E : DONNÉES ET APPRENTISSAGE



Le travail à l'égard du mariage des enfants s'appuie sur des données avérées.

RÉSULTATS

E1 La production de nouvelles données et preuves éclairent la prise de décisions.

Malgré un intérêt croissant pour la production de données sur le mariage des enfants et une accélération de celle-ci au cours de la dernière décennie, d'importantes questions restent à approfondir, notamment : quelles sont les causes des grandes variations de prévalence ; quelles interventions sont les plus (et les moins) efficaces ; que sait-on des contextes peu étudiés comme les crises humanitaires ; comment agir à grande échelle ; comment atteindre les filles les plus marginalisées ; quelle est la meilleure façon de collaborer avec différents secteurs (notamment l'éducation, la santé, la protection de l'enfance et l'action humanitaire) ; et quelles sont les combinaisons d'approches qui contribuent à prévenir le mariage des enfants et à soutenir les filles déjà mariées.

Les données peuvent se présenter sous de nombreuses formes : évaluations de projets, documentation d'enseignements tirés, recherches qualitatives et quantitatives, études de cas, histoires portant sur la vie de personnes précises, discussions continues entre professionnel-le-s, etc. Nous pouvons également apprendre des programmes et politiques d'autres secteurs. Nous continuerons d'encourager les travaux de recherche qualitative et quantitative pour combler les lacunes, y compris au niveau sous-national. Nous nous efforcerons également de veiller à ce que les responsables de l'élaboration et du financement de politiques et de programmes prennent connaissance des leçons tirées et données avérées les plus récentes et les utilisent pour éclairer leurs décisions.

E2 De nouvelles données et preuves sont diffusées et rendues accessibles à la société civile.

Les nouvelles données et preuves sont rarement disponibles et accessibles aux personnes qui en ont besoin, à savoir les responsables de l'élaboration et de la mise en œuvre d'initiatives visant à prévenir le mariage, y répondre et en atténuer les conséquences. Nous œuvrerons à la coordination

entre le domaine de la recherche et celui de la mise en œuvre des programmes et veillerons à rendre les recherches plus accessibles au grand public, notamment par leur diffusion dans plusieurs langues, sous différents formats et sur diverses plateformes.

E3 L'expertise collective de la société civile façonne le débat mondial.

Avec leur fine compréhension des réalités du mariage des enfants dans différents contextes, les organisations de la société civile sont particulièrement bien placées pour orienter les discussions et les décisions internationales, régionales et nationales sur le mariage des enfants. Cela aidera à garantir que le travail pour la fin du mariage des enfants soit centré sur des solutions efficaces et cherche à remédier aux inégalités de genre et autres facteurs qui sous-tendent la pratique.

Nous ferons office de « dépositaire des connaissances » : autrement dit, nous veillerons à un large partage des preuves et des données avec les organisations membres et autres parties prenantes, y compris celles d'autres secteurs, et avec les gouvernements. Nous encouragerons

les personnes et organismes impliquée-s dans le mouvement pour la fin du mariage des enfants à partager leurs enseignements tirés et leurs réflexions de manière à développer une compréhension commune des meilleurs moyens d'œuvrer aux niveaux international, national et communautaire pour mettre fin à la pratique.

Nous effectuerons également un suivi des recherches portant sur le mariage des enfants, soulignerons les importantes lacunes sur le plan des connaissances, encouragerons nos partenaires à combler ces lacunes et soutiendrons les organisations de la société civile dans la documentation leur travail. Enfin, nous coproduirons des documents pour façonner le débat mondial et influencer les processus décisionnels.



SUR LA PHOTO : Radha, mariée à l'âge de 16 ans, et ses amies s'apprêtent à passer un examen national au Rajasthan, en Inde. Photo : Filles, Pas Epouses/Allison Joyce

OBJECTIF F : PARTENARIAT

Le travail collectif des membres de *Filles, Pas Epouses* est au premier plan du travail pour la fin du mariage des enfants dans le monde. Notre Partenariat s'engage à être inclusif et à veiller à ce que ses membres soient diversifiés et représentent les personnes les plus touchées. Il s'engage également à traiter ses organisations membres de manière équitable, dans le respect mutuel et la dignité.

RÉSULTATS

F1 En travaillant de concert, les organisations membres de *Filles, Pas Epouses* ont un plus grand impact.

L'une des principales forces du Partenariat réside dans la diversité des expériences et de l'expertise de ses organisations membres. Ces dernières ont toutes une contribution unique et importante à apporter, peu importe leur taille, leur portée, leurs capacités, leur emplacement géographique ou leur axe thématique. Elles collaborent entre elles, partagent les perspectives des communautés avec les autorités et les parties prenantes et impulsent et façonnent le changement vers la fin du mariage des enfants dans leurs communautés, leurs pays et leurs régions.

A travers leur collaboration et leur mobilisation, les organisations membres peuvent accroître leur portée, leurs ressources, leurs points de vue et leurs solutions et, par là même, accomplir davantage. Les coalitions et partenariats nationaux constituent un mécanisme de coordination essentiel pour renforcer la collaboration des organisations d'un même pays et leur permettre de provoquer des changements au niveau national. Ensemble, nous veillerons à ce que toutes les organisations membres soient (et se sentent) outillées, concernées, soutenues et encouragées par un sentiment de solidarité globale.

F2 Les organisations membres de *Filles, Pas Epouses* possèdent les compétences et les capacités nécessaires pour collaborer et réaliser leurs objectifs.

Les organisations membres peuvent renforcer leur travail et accroître leur portée de manière à remédier efficacement au mariage des enfants. Le Partenariat a gagné en importance au cours de la dernière décennie, donnant lieu à de plus grandes possibilités de partage de connaissances et d'échanges entre pairs de manière à ce que chaque organisation membre puisse profiter des connaissances et de l'expertise du Partenariat dans son ensemble.

Nous nous soutiendrons mutuellement dans les domaines que nous avons collectivement choisi d'améliorer, notamment dans notre capacité à mener un plaidoyer efficace ; exiger des comptes des gouvernements ; mettre en œuvre des programmes efficaces ; collecter de fonds ; utiliser les données et évaluer l'impact des initiatives ; collaborer ; communiquer des messages forts ; et intégrer la question du mariage des enfants au travail d'autres secteurs.

F3 Le Partenariat mondial est diversifié, inclusif et représente les personnes les plus touchées par le mariage des enfants.

Filles, Pas Epouses est un partenariat diversifié en termes de représentation géographique et d'approches utilisées par ses membres pour remédier au mariage des enfants. Cependant, le Partenariat peut se renforcer davantage en recrutant de nouveaux groupes sous-représentés de manière à accroître sa diversité et à garantir son caractère ouvert et représentatif. Ensemble, nous veillerons au respect des meilleures normes de protection par toutes les organisations membres. Toutes les parties de *Filles, Pas Epouses* – ses coalitions et partenariats nationaux, ses organisations membres et son secrétariat – ont un rôle essentiel à jouer dans la préservation et le renforcement du Partenariat.

En tant que Partenariat mondial, nous reconnaissons que la fin du mariage des enfants passe par l'adoption d'approches intersectorielles, fondées sur les droits et mettant les filles (dans toute leur diversité) au centre de tout travail. Nous nous efforcerons de veiller à ce que l'expérience, les connaissances et l'expertise des filles les plus exposées au risque de mariage d'enfants (et de celles qui sont déjà mariées ou l'ont été par le passé) éclairent et influencent les politiques et les pratiques de manière à favoriser des retombées positives au niveau local.

F4 Les parties prenantes, qu'elles soient membres ou non du partenariat, sont conscientes de leur contribution à la fin du mariage des enfants.

Selon *Filles, Pas Epouses*, lorsque toutes les parties prenantes œuvrent de concert et que chacune intensifie et accélère son propre travail, les progrès vers la fin du mariage des enfants peuvent se réaliser à une échelle actuellement inimaginable. Nous croyons en la nécessité d'une collaboration qui aille au-delà des partenariats de la société civile. Une collaboration accrue entre

diverses parties prenantes est essentielle pour mettre fin au mariage des enfants.

Afin d'accélérer les progrès et de réaliser des changements transformateurs, nous mobiliserons l'expertise collective de l'ensemble des secteurs et parties prenantes pertinent-e-s.

3. LA CONTRIBUTION DU SECRÉTARIAT DE FILLES, PAS EPOUSES À LA STRATÉGIE DU PARTENARIAT

Source d'essor du mouvement, organisme d'influence et pôle de connaissances, le secrétariat de *Filles, Pas Epouses* joue un rôle fondamental de soutien du Partenariat mondial et, plus globalement, du mouvement pour la fin du mariage des enfants. Nous sommes l'organe central de soutien et de coordination du plus grand partenariat mondial de la société civile œuvrant pour la fin du mariage des enfants. Nous représentons la société civile et défendons ses efforts pour mettre fin au mariage des enfants. Nous sommes une source d'expertise et jouons un rôle de premier plan au sein du mouvement mondial. Au cœur de notre travail se trouvent un désir et une volonté de transformer la vie des filles par l'appui et la représentation de nos membres, dans toute leur diversité, et la mobilisation du vaste potentiel de leur expertise et de leur pouvoir communs.

La stratégie 2022-2025 du secrétariat de *Filles, Pas Epouses* définit comment nous comptons contribuer au travail de l'ensemble des membres de *Filles, Pas Epouses* et accélérer les changements dans la vie des filles au cours des quatre prochaines années.

SOURCE D'ESSOR DU MOUVEMENT

Les organisations membres, les Partenariats nationaux et sous-nationaux et les coalitions de *Filles, Pas Epouses* sont notre fer de lance : ces organismes œuvrent auprès des filles dans les communautés, influencent les décideur-se-s et veillent à ce que les instances nationales, régionales et mondiales accordent la priorité au mariage des enfants. Le secrétariat soutiendra et mobilisera le Partenariat dans son ensemble au moyen d'activités comme des campagnes mondiales de plaidoyer, le partage des histoires de nos membres sur ses plateformes, l'offre d'un soutien technique, le partage de connaissances et de données et la facilitation de l'apprentissage entre pairs. Nous veillerons à informer nos membres des plus récentes informations et données pouvant contribuer à mettre fin au mariage des enfants dans leur contexte. Nous allons délibérément diversifier la composition de nos membres dans certains secteurs cibles, notamment les contextes à forte prévalence, et accroître la représentation des organisations dirigées par des jeunes et des femmes. Nous collaborerons également avec un éventail de coalitions et

Partenariats nationaux et sous-nationaux de *Filles, Pas Epouses* en vue de soutenir leur rôle à la tête des efforts collectifs visant à accélérer les changements dans leur contexte national.

ORGANISME D'INFLUENCE

Nous mobiliserons et influencerons les gouvernements, les bailleurs de fonds, la communauté internationale et les institutions et processus mondiaux et régionaux de haut niveau de manière à multiplier les engagements politiques et financiers. Nous travaillerons de concert avec les grands bailleurs de fonds et autres mécanismes de financement, comme VOW for Girls et le Girls First Fund, en faveur de programmes conjoints et d'une augmentation des fonds attribués aux adolescentes et à la fin du mariage des enfants. Nous identifierons et influencerons les secteurs où des actions à l'égard du mariage des enfants peuvent changer la vie des filles et soutiendrons le travail intersectoriel de nos membres, en particulier dans les domaines de l'éducation et de la santé et des droits sexuels et reproductifs.

Nous appuierons et créerons en commun des campagnes, des initiatives médiatiques et des actions de sensibilisation qui mobilisent nos sympathisant-e-s et contribuent à changer les croyances, les comportements et les normes sociales. Nous inspirerons les décideur-se-s et leaders et les pousserons à mener des actions concrètes.

PÔLE DE CONNAISSANCES

Nous continuerons d'être la source de confiance incontournable pour quiconque souhaite en apprendre davantage sur le mariage des enfants. Nous renforcerons notre rôle en tant que pôle de connaissances et d'apprentissage mondial par la documentation, le regroupement et le partage d'informations et de données sur ce qui fonctionne et soutiendrons des actions efficaces et leurs résultats au sein du Partenariat mondial et du mouvement plus global. Nous réunirons diverses parties prenantes, identifierons les lacunes dans les savoirs et catalyserons les efforts collectifs de manière à renforcer les connaissances de ce qui contribue à mettre fin au mariage des enfants, toujours en nous concentrant sur les besoins de nos membres.

**NOUS SOMMES PLUS
EFFICACES LORSQUE
NOUS TRAVAILLONS
ENSEMBLE ET,
EN TANT QUE
PARTENARIAT, NOUS
SERONS UN VECTEUR
DE VÉRITABLES
CHANGEMENTS DANS
LA VIE DES FILLES.**







STRATÉGIE DU PARTENARIAT 2022-2025

***Filles, Pas Epouses* est un partenariat mondial de plus de 1500 organisations de la société civile dans plus de 100 pays déterminées à mettre fin au mariage des enfants et permettre aux filles de réaliser pleinement leur potentiel.**



Le Partenariat Mondial pour
la Fin du Mariage des Enfants

Publié en février 2022
Girls Not Brides
Seventh Floor
65 Leadenhall Street
London, EC3A 2AD
United Kingdom

-  0203 725 5858
-  0207 603 7811
-  www.GirlsNotBrides.org
-  info@GirlsNotBrides.org
-  [GirlsNotBrides](https://twitter.com/GirlsNotBrides)
-  www.facebook.com/GirlsNotBrides

Girls Not Brides is a company limited by guarantee (Reg. No. 8570751) and a registered charity in England and Wales (Reg. No. 1154230)